

Les produits vendus sous la marque « Israël » sont des produits volés, les acheter constitue un recel !

Ces produits proviennent pour la plupart, d'entreprises implantées dans les colonies israéliennes qui sont illégales au niveau du droit international. (Mehadrin, Carmel, Jaffa etc.)

- **LA TERRE** : L'agriculture est une part vitale de l'économie palestinienne, mais les agriculteurs palestiniens sont chassés de leurs terres et empêchés d'y accéder.
- **LE MUR** : Le mur « de l'apartheid » sépare les villages des terres agricoles palestiniennes. La circulation est entravée.
- **L'EAU** : Les colonies exploitent systématiquement les ressources en eau au détriment de l'agriculture palestinienne dans les territoires occupés de Cisjordanie et de la bande de Gaza. (80 % de l'eau de Cisjordanie est réservée aux colons !).

En conséquence, et pour la première fois depuis 2006, l'économie palestinienne est entrée en récession, a indiqué le FMI récemment



Des milliers d'oliviers centenaires sont arrachés par l'État israélien chaque année.

QUE DIT LE DROIT :

- Exploiter les colonies est contraire aux conventions de Genève.
- La Cour internationale de justice a condamné le mur construit par Israël.
- La France déconseille en juin 2014 aux entreprises de se livrer à des échanges commerciaux avec les entreprises israéliennes installées dans les territoires occupés. (Conformément aux lignes directrices UE-Israël adoptées en 2013).
- L'Union européenne a demandé le 11 novembre dernier l'étiquetage des produits des colonies israéliennes dans les territoires occupés. Israël ne l'applique pas !

Nous trouvons dans ce magasin des produits étiquetés Israël. Comment savoir si ces produits sont licites ? Si les autorités françaises le tolèrent actuellement, nous, société civile et consommateurs, sommes déterminés à appliquer le droit.

- **Nous demandons aux magasins de cesser la vente de produits israéliens et de se conformer au droit international.**
- **Nous ne mettrons pas de produits volés dans notre caddy !**

Nous répondons « présents » à l'appel de la société civile palestinienne qui a initié la campagne BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions)